

Et dans un autre paragraphe:

Les mesures d'ajournement de l'impôt des sociétés comprennent un vaste éventail d'amortissements spéciaux pour l'épuisement, la dépréciation et la prospection, ainsi que pour les investissements et le matériel d'exploitation.

Dans une série de budgets libéraux s'échelonnant de 1974 à 1978, les dispositions sont devenues sans cesse plus nombreuses et plus généreuses.

Selon un rapport publié en novembre dernier par le ministère de l'énergie, les allègements fiscaux révèlent une volonté d'encourager l'exploitation de nouvelles formes d'énergie.

En termes concrets, qu'est-ce que cela veut dire? Prenons l'exemple des cinq grandes sociétés pétrolières. Au cours des neuf premiers mois de 1980, les bénéfices de l'Imperial Oil sont passés de 309 millions de dollars en 1979 à 481 millions de dollars, soit une hausse de 56 p. 100. Les bénéfices de Texaco sont passés de 169 millions à 278 millions de dollars, soit une hausse de 59 p. 100. Dans le cas de Shell, ils sont passés de 174 millions en 1979 à 267 millions de dollars en 1980, soit une augmentation de 54 p. 100. Pour sa part, Gulf Oil a vu ses profits passer de 206 millions à 286 millions en 1980, ce qui représente une augmentation de 39 p. 100.

C'est ce qui s'est passé dans l'industrie pétrolière. Mais à entendre nos amis les conservateurs, et particulièrement ceux de l'Alberta, on croirait que la politique gouvernementale affame les sociétés pétrolières, qu'elle les accule à la faillite. Rien n'est plus loin de la vérité.

Je tiens à parler des répercussions de nos mesures fiscales sur les banques canadiennes. En prolongeant au delà de 1978 la durée des obligations à intérêt conditionnel, on a abaissé à environ 18 p. 100 le taux réel d'imposition des banques. Les grandes sociétés de portefeuille dont les seuls revenus consistent en dividendes bénéficient d'un important cadeau public. Le Trésor public y perd en effet des recettes de quelque 400 millions de dollars chaque année. Les banques avaient payé 256 millions de dollars d'impôts sur des profits de 492 millions en 1970, mais elles en ont payé encore moins, soit 230 millions, sur des profits de 1,272 millions en 1979.

Mon collègue de Kamloops dit que c'est injuste; non seulement il est injuste, mais il est scandaleux qu'un gouvernement qui dit se soucier du bien-être des citoyens tolère ce genre de situation.

Je veux maintenant vous entretenir pendant quelques instants de ce que nous devrions faire et des secteurs dans lesquels nous devrions réaliser des dépenses. L'un des problèmes les plus graves au pays c'est le manque de stratégie industrielle. Nos industries de fabrication sont en train de disparaître. Nos négociations douanières les plus récentes ont eu pour résultat une baisse des tarifs de douane. Nos manufactures ont de plus en plus de mal à soutenir la concurrence non seulement sur les marchés internationaux mais sur notre propre marché canadien. Nous n'avons pas de stratégie industrielle. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), du temps qu'il était de l'opposition, parlait sans trêve de la nécessité d'avoir une stratégie industrielle, de la nécessité de remanier ou de réorganiser nos industries de fabrication de sorte qu'elles puissent faire face à la concurrence non seulement sur le marché canadien mais sur le marché international.

Pouvoir d'emprunt—Loi

● (2140)

Rien ne s'est passé. La seule chose que nous ayons obtenue du ministre de l'Industrie et du Commerce, ce sont des mesures d'urgence destinées à empêcher Massey-Ferguson et Chrysler de connaître la faillite. Nous n'avons pas de stratégie industrielle. Si le gouvernement a échoué, c'est qu'en partie, à l'instar des progressistes conservateurs, il n'estime pas devoir intervenir dans l'économie, ni négocier avec les entreprises, avec les travailleurs pour tenter de déterminer nos avantages naturels, nos richesses naturelles, nos ressources humaines, nos ressources scientifiques et techniques et les domaines que nous devrions développer. Il n'y a pas eu de concertation en dépit de tous les discours du ministre de l'Industrie et du Commerce et en dépit de toutes ses protestations depuis qu'il est devenu ministre dans le gouvernement actuel.

Il n'est de meilleur exemple d'absence de stratégie industrielle que l'indifférence dont fait preuve le gouvernement libéral, gouvernement d'un pays industrialisé du monde occidental, pour la recherche et le développement scientifique au Canada. Pour différentes raisons que je ne peux toutes passer en revue ce soir, le Canada arrive au bas de l'échelle parmi les pays de l'OCDE pour ce qui est des dépenses en recherches et développement. Il en est ainsi depuis près de 15 ans. Aujourd'hui nous y consacrons moins de 1 p. 100 de notre produit national brut alors que tous les autres pays industrialisés y consacrent au moins 1.5 p. 100, quelques-uns beaucoup plus, 2 p. 100 et plus de 2 p. 100.

Au cours du mandat de l'ancien gouvernement libéral, le ministre d'État chargé des sciences et de la technologie nous disait que le gouvernement avait dressé des plans de sorte qu'en 1983 nous dépenserions 1.5 p. 100 du produit national brut à la recherche et au développement. Cela se passait en 1978 et le ministre estimait que nous allions consacrer 1.5 p. 100 en 1983 alors qu'à ce moment-là la majorité des pays industrialisés y consacraient peut-être 2 à 2.5 p. 100.

Que constatons-nous? Nous constatons que le ministre de l'Industrie et du Commerce a annoncé un nouvel objectif il y a quelques jours. Il a déclaré que la proportion de 1.5 p. 100 de notre produit national brut qui était censé être affecté à la recherche et au développement ne le serait pas avant 1985. Cet objectif et la façon dont le gouvernement se propose de l'atteindre ont été critiqués par chaque organisme qui s'occupe de recherche et de développement. Dans le numéro de la *Gazette* de Montréal en date du 20 janvier, figure une nouvelle intitulée: «L'industrie accueille froidement la politique en matière de recherche.» La voici:

Les hommes d'affaires du Canada ont manifesté peu d'enthousiasme hier envers un programme fédéral dans le cadre duquel le gouvernement promet d'augmenter les fonds consacrés à la recherche et au développement, mais demande à l'industrie d'accroître sa quote-part des dépenses globales.

Il signale ensuite ce qui suit:

... dans le cadre du programme quinquennal, on demandera à l'industrie de faire passer ses contributions de 17 p. 100 ou de 895 millions à 3.7 milliards.

Robert Long, président de l'Association canadienne de technologie avancée, a déclaré qu'en examinant cette politique, on est enclin à se demander si le gouvernement doit être pris au sérieux.